

[Français]

Un député vient encore de traverser la Chambre entre celui qui a la parole et le Président. La prochaine fois que cela se produira, je nommerai la circonscription de l'honorable député qui agit ainsi.

[Traduction]

**M. Malone:** Ha, ha! Il vient d'être nommé.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Waddell:** Monsieur le Président, il est impossible de parler dans cette Chambre. Il y a des conversations privées et personne ne s'intéresse à ce qui se dit. Je tiens à apporter une contribution à ce débat. Ayant été pendant des années le critique de mon parti en matière d'énergie, je pense avoir quelques connaissances dans ce domaine. Je prie donc les députés de bien vouloir me laisser continuer.

Comme je le disais, il existe un gâteau qu'il faut trouver le moyen de partager. C'est là qu'entrent en jeu le Programme énergétique national et la canadienisation de l'industrie pétrolière. C'est cette question qui provoque des conflits avec l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. C'est sur cette question que se sont jouées les élections de 1980. Nous avons la mémoire courte, mais c'est en fait la question qui nous préoccupe aujourd'hui.

Ce projet de loi est très intéressant. Il accorde davantage d'argent aux sociétés pétrolières. Ces dernières disent qu'elles veulent améliorer leur marge brute d'autofinancement, alors que leurs bénéficiaires ont augmenté de 38 p. 100 par rapport à l'année dernière. Les sociétés pétrolières affirment toujours qu'elles veulent accroître leurs rentrées. Nous aimerions tous pouvoir en faire autant. Cela veut dire que nous aurions davantage d'argent en poche. Les compagnies se servent continuellement de cet argument.

Revenons à ce qui s'est passé à partir de 1970, monsieur le Président, et je vous dirai pourquoi le Nouveau parti démocratique sait ce que cela veut dire en réalité quand les sociétés pétrolières affirment qu'elles veulent augmenter leur marge d'autofinancement. Au début des années 70, le président de la société Imperial Oil et d'autres compagnies pétrolières ont dit qu'il y avait énormément de pétrole au Canada et que nous devrions exporter du pétrole aux États-Unis pour accroître nos rentrées...

**M. Malone:** Ils avaient raison.

**M. Waddell:** Ils ont ainsi exporté plus de la moitié de nos réserves de pétrole conventionnel.

**M. Malone:** Bravo!

**M. Waddell:** Le député applaudit. Seulement, ils ont vendu ce pétrole à environ \$3 le baril. Que s'est-il passé ensuite? Un ministre a été induit en erreur. Il a affirmé à la Chambre des communes que nous avions assez de pétrole pour 300 ans et que nos réserves de gaz naturel nous dureraient 900 ans.

**M. Malone:** Nous avons toujours ces réserves.

• (1710)

**M. Waddell:** Le fait est qu'après que nous ayons exporté notre pétrole bon marché obtenu selon les méthodes traditionnelles, les sociétés pétrolières sont revenues à la charge, après le premier choc pétrolier causé par l'OPEP en 1973, et nous ont dit: «Nous ne pouvons plus exporter nos ressources pétrolières. Nous n'en avons plus. Elles sont sur le point de se tarir.

### Revenus pétroliers

En fait, nous n'en aurons plus du tout dans huit ans». C'est un fait que nous avons de moins en moins chez nous de pétrole bon marché obtenu selon les méthodes traditionnelles.

**M. Malone:** C'est de cela qu'il est question, pas de l'autre chose.

**M. Waddell:** Le tour du député viendra dans une minute.

**M. Malone:** Je vous crois.

**M. Waddell:** Le député ne devrait pas se servir de son micro pour me harceler ainsi tandis que je parle. Ce n'est pas juste. Son tour viendra tout à l'heure. Ce que je dis est très important. Ce qui est arrivé...

**M. Malone:** Ce n'est pas arrivé!

**M. Waddell:** Monsieur le Président, je ne harcèle pas le député quand il a la parole. Au moyen d'un microphone ouvert, c'est joliment facile de harceler celui qui parle.

**M. Parent:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Pour être justes envers les députés présents, je trouve que nous devrions laisser le député néo-démocrate dire ce qu'il pense, même si je ne partage pas son point de vue. Je propose donc, en toute déférence, que si le microphone à sa droite le dérange, monsieur le Président, vous ordonniez qu'on le ferme, afin que je puisse entendre ce qu'il dit.

**Le président suppléant (M. Guilbault):** Je le demande au technicien.

**Une voix:** C'est impossible.

**Le président suppléant (M. Guilbault):** Le député qui a la parole a le droit de se faire entendre. Ses collègues doivent se taire, même s'ils ne sont pas d'accord avec lui. Je demande à tous d'écouter le député, sinon religieusement, du moins poliment.

**M. Waddell:** Je remercie le député d'en face. Je vais essayer de m'en tenir un peu plus aux faits. Il n'empêche que le prix du pétrole a grimpé en flèche au début des années 1970, provoquant les poussées d'inflation dont nous avons souffert. Cette augmentation, et celle de 1978, sont venues à bout des économies de l'Ouest. C'est la cause de tant de problèmes et c'est pourquoi nous avons posé jour après jour des questions sur les taux élevés de chômage et d'inflation, et ainsi de suite. Ce fut là le début de nos problèmes.

Pour nous, la situation s'aggravait, car nos ressources en pétrole classique bon marché s'épuisaient.

**M. Malone:** C'est vrai.

**M. Waddell:** Nous avons cru les sociétés qui soutenaient que nos réserves étaient abondantes.

**M. Malone:** Non.

**M. Waddell:** Tout à coup, nous avons dû importer du pétrole, ce qui a coûté aux contribuables des milliards de dollars ces dernières années. L'équilibre s'est maintenant presque rétabli, mais à ce moment-là, nous importions du pétrole. Cela a fait grimper le déficit du gouvernement fédéral, ce qui pose un autre problème. Lorsqu'une société pétrolière dit: «Nous avons besoin de liquidités», nous savons ce qui s'ensuit. Le même scénario se répète constamment au Canada. Les sociétés prétendent qu'elles doivent exporter—c'est ce qui se passe avec le gaz naturel—et qu'il leur faut davantage de liquidités. Le gouvernement leur permet ensuite d'exporter, elles réalisent